



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°280 - 09/11/2018



## ZOOM SUR...

### ... Sur le rapport trimestriel des émissions<sup>1</sup> de titres publics sur le marché régional (UMOA)

#### ❖ Un taux de réalisation moyen de 99,6%

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, le montant global sollicité par les Etats membres de l'UEMOA dans le cadre de l'ensemble des émissions de titres publics sur le marché régional a été de **891 Mds FCFA (1,36 Md EUR)**. Sur ce montant, les Etats ont pu effectivement mobiliser **887 Mds FCFA (1,35 Md EUR)**, soit un taux moyen de réalisation de **99,6%**.

A l'exception du Sénégal qui n'a fait aucune émission, du Burkina Faso (81% de taux de réalisation) et du Togo (97%), tous les pays ont enregistré des taux de réalisation supérieurs à 100%.

Le Sénégal n'a prévu aucune émission sur le marché régional sur l'année 2018, s'étant financé sur le marché international via l'émission d'un Eurobond. En mars dernier, le pays a réussi à lever environ 2,2 Mds USD répartis comme suit : 1 Md libellé en EUR à un taux de 4,75% sur 10 ans et 1 Md libellé en USD à un taux de 6,75% sur 30 ans.

De même, la Côte d'Ivoire a mobilisé 1,7 Md EUR en deux tranches de 850 MEUR libellées en EUR, avec des maturités moyennes de 11 ans et 29 ans, aux taux respectifs de 5,125% et de 6,625%.

#### ❖ Coût moyen de la dette variable selon les pays

Les statistiques montrent que sur les mêmes maturités, les pays ne bénéficient pas de la même confiance des investisseurs. Par exemple, sur les émissions à trois mois, le Bénin supporte le coût moyen le plus élevé, à 5,86% contre 5,8% pour le Niger et 4,71% pour la Côte d'Ivoire. Sur la maturité un an, le Bénin enregistre également le plus fort taux, à 6,23%, suivi du Mali (6,16%) et du Niger (6,14%). Sur la maturité 5 ans, les titres maliens et togolais ont été en moyenne achetés à un taux de 7,36%, contre 7,22% pour le Bénin, 7,07% pour le Burkina Faso et 6,9% pour le Niger.

#### ❖ Prévisions d'émission sur le 4<sup>ème</sup> trimestre

Sur le dernier trimestre, les Etats (hors Sénégal) espèrent mobiliser 700 Mds FCFA (1,08 Md EUR). Les plus grandes sollicitations viendront du Burkina Faso (267 M EUR), du Niger (229 M EUR), de la Côte d'Ivoire (198 M EUR) et du Togo (198 M EUR).

A noter que le service de la dette en titres publics régionaux à solder par les huit Etats membres sur le dernier trimestre est de 1,18 Md EUR. En clair, les ressources que les Etats projettent de mobiliser sur le 4<sup>ème</sup> trimestre ne suffiront pas à couvrir leur service de la dette en titres régionaux. Les besoins nets les plus importants sont enregistrés par la Côte d'Ivoire (158 M EUR) et le Bénin (80 M EUR). A noter que le Sénégal remboursera 82 M EUR.

Pays	Montant total sollicité (M EUR)	Montant mobilisé (M EUR)	Taux de réalisation	Prévision sur T4 (M EUR)	Service de la dette en titres régionaux sur T4 (M EUR)
Bénin	297	309	104,1%	46	126
Burkina Faso	267	216	81,1%	267	153
Côte d'Ivoire	145	155	107,4%	198	356
Guinée-Bissau	17	18	109,1%	0	16
Mali	137	142	103,3%	130	164
Niger	328	348	106,0%	229	208
Sénégal	-	-	-	-	82
Togo	168	163	97,3%	198	72
<b>Total</b>	<b>1358</b>	<b>1352</b>	<b>99,6%</b>	<b>1067</b>	<b>1176</b>

<sup>1</sup> A noter que toutes les émissions sur le marché régional se font en FCFA. Mais compte tenu de notre ligne éditoriale, nous avons converti tous les montants en EUR.

### BURKINA FASO

---

#### **Consultations du FMI au titre de l'article IV et 1<sup>ère</sup> revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC)**

Une mission du FMI a séjourné à Ouagadougou du 18 au 30 octobre 2018. [Les résultats obtenus dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été globalement satisfaisants au 1<sup>er</sup> semestre de 2018](#). Cependant, les recettes fiscales ont été inférieures de 0,4 point de pourcentage du PIB aux prévisions, tandis que les dépenses d'équipement financées sur ressources intérieures ont atteint la moitié du montant prévu. Tous les critères de réalisation quantitatifs, sauf un, et tous les objectifs indicatifs pour fin juin ont été atteints. Selon les estimations du FMI, le PIB a progressé de 6,3 % en 2017 et devrait se stabiliser à 6% en 2018. Les secteurs des mines et des services ont été les principaux moteurs de la croissance, tandis que la production agricole s'est contractée en raison de la sécheresse et d'une épidémie de peste. Toutefois, les perspectives sont susceptibles d'être révisées à la baisse en raison des menaces sécuritaires et des tensions sociales qui compromettent la perception des recettes et accentuent les pressions à la hausse des dépenses courantes au détriment d'autres dépenses prioritaires. L'inflation devrait se maintenir autour de 2% par an. La dette publique serait inchangée à 37,7% du PIB. Le programme FMI vise une réduction du déficit budgétaire global à 3% du PIB d'ici 2019 contre 8% en 2017 et 5% en 2018.

### CAP-VERT

---

#### **Hausse de 12,1% du déficit commercial au troisième trimestre 2018**

Selon l'Institut national des statistiques (INE), au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, les importations de biens au Cap-Vert ont augmenté de 14,1% en glissement annuel, à 20,8 Mds CVE (190 M EUR), contre une hausse de 40,6% en g.a. des exportations, à 1,8 Md CVE (16 M EUR). Le déficit commercial augmente de 12,1% en g.a. sur la période. L'Espagne demeure le 1<sup>er</sup> client du pays, absorbant 82,6% de ses exportations, devant le Portugal (15,2%). Ce dernier est, en revanche, le 1<sup>er</sup> fournisseur du pays (37,5% de ses importations) devant l'Espagne (14,8%). Les principaux produits exportés sont les préparations et conserves (57,8% des exportations) et les poissons, crustacés et mollusques (21,4%) alors que le Cap-Vert importe principalement des réacteurs et chaudières (11,7%) et des carburants (10,5%).

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Projet de Loi de finances 2019 au Parlement**

[D'après le document de projet, le budget global s'établit 7334,3 Mds FCFA \(11,2 Mds EUR\) en progression de 8,6%](#) par rapport au budget adopté en 2018. Il se fonde sur une croissance du PIB de 7,5% en 2019 contre 7,4% en 2018. Ce dernier sera notamment financé par des recettes fiscales à hauteur de 50%, des émissions de titres publics pour près de 20% et de ressources extérieures (ressources projets et appuis budgétaires) à hauteur de 18%. Les dépenses courantes absorbent 39,2% du budget, composées à 60% de dépenses de personnel. Les dépenses en capital représentent 26% du budget, et enfin, le service de la dette absorbe près d'un quart du budget (soit près de la moitié des recettes fiscales). Les autorités et le FMI paraissent confiants quant à la capacité du pays à respecter pour la première fois depuis 2012 un déficit de 3% du PIB (contre 3,75% en 2018), conformément à la norme UEMOA.

#### **La filiale ivoirienne de BNP Paribas (BICICI) a réalisé un produit net bancaire (PNB) en hausse de 6,5% sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018**

Le PNB de la BICICI a ainsi atteint 36 M EUR à fin juin 2018. Toutefois, son résultat net a reculé de 29,6% en glissement annuel (g.a), pour se situer à 6,4 M EUR. Au titre des activités commerciales, la

Banque annonce une progression nette de ses crédits et dépôts, de l'ordre respectivement de 2,7% et 7,1%.

### **Hausse de 7% du PNB de la banque ivoirienne NSIA au 1<sup>er</sup> semestre 2018**

Les crédits et les dépôts de la banque, détenue par le groupe ivoirien de Bancassurance NSIA, ont respectivement progressé de 21% et de 5% en g.a à fin juin 2018. Sous l'effet de cette dynamique soutenue des crédits à la clientèle, son Produit net bancaire (PNB) a progressé de 7%. Toutefois, la Banque a enregistré un résultat net semestriel en baisse de 57% par rapport à la même période en 2017. Cette contre-performance a été occasionnée par un coût de risque (provisionnement des créances en souffrance) très important. Par ailleurs, compte tenu de la forte exposition de la banque sur SAF Cacao, entreprise en cours liquidation, NSIA devrait enregistrer d'ici la fin de l'année une hausse sensible des créances douteuses.

## **GUINEE**

---

### **Début des discussions budgétaires pour l'année 2019**

L'ouverture de la session budgétaire au Parlement a eu lieu le 5 novembre, l'occasion pour le ministre des Finances de rappeler les performances économiques du pays : un taux de croissance du PIB de près de 10% en 2017 après 10,5% en 2016 et environ 6% estimé pour 2018 et 2019. D'après le document de programmation budgétaire pluriannuelle 2019-2021, le budget pour l'année 2019 serait en augmentation de 9% par rapport à la loi de finances 2018 (22 690 Mds GNF), composé à 39% de dépenses en capital (en progression de 11%) et 61% de dépenses courantes (en augmentation de 7%). Les recettes fiscales financeraient le budget à près de 80%. Le déficit global s'établirait à 2,3% du PIB.

## **MALI**

---

### **Consultations du FMI au titre de la 10<sup>ème</sup> revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC)**

Selon la mission, la croissance de l'économie malienne devrait atteindre 5% en 2018 contre 5,3% en 2017. L'inflation serait stable à 1,9%, inférieure au seuil de 3% fixé par l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA). Pour ce qui concerne l'exécution du programme FEC (Facilité élargie de crédit), le Mali a atteint plusieurs critères quantitatifs de performance. Toutefois, une contreperformance est enregistrée dans la mobilisation des recettes fiscales. Pour atteindre la cible de déficit (3,3% en 2018), les autorités réajustent à la baisse certaines dépenses (fonctionnement et investissements). La mission recommande aux autorités maliennes d'améliorer la gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources domestiques.

### **Production de coton anticipée de 750 000 tonnes**

L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) prévoit une production de coton de 750 000 tonnes pour la campagne 2018/2019, soit une hausse de 2,7% par rapport à la précédente campagne. Cette production record serait notamment favorisée par la bonne pluviométrie enregistrée cette année. Si ce niveau était atteint, le Mali redeviendrait alors le 1<sup>er</sup> pays producteur de coton africain, devant le Burkina-Faso.

## **MAURITANIE**

---

### **Commerce : suspension par les Etats-Unis de la Mauritanie de l'AGOA**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les Etats-Unis suspendront la Mauritanie des avantages commerciaux accordés dans le cadre de l'AGOA (*L'African Growth and Opportunity Act*). A l'origine du conflit, le manque de progrès des autorités de Nouakchott en matière de lutte contre l'esclavage. La Mauritanie a exporté en 2017 outre-Atlantique pour 1,5 M USD de marchandises, contre 91 M USD de biens importés des Etats-Unis. La Mauritanie exporte principalement vers les Etats-Unis des hydrocarbures, des phosphates et des produits de la pêche. La Mauritanie devra ainsi payer entre 32% et 36% de droits de douane pour des marchandises auparavant non taxées à l'entrée du territoire américain.

## NIGER

---

### **Abrogation d'une convention de crédit signée entre le Niger et l'Eximbank chinoise**

Une convention cadre de crédit d'un montant de 1 Md USD datant du 30 septembre 2013, signée entre le Niger et la Banque Export-Import de Chine (Exim-Bank) pour le financement d'un certain nombre d'actions gouvernementales prioritaires vient d'être proposée à l'assemblée nationale par le conseil des ministres pour abrogation. En effet, cette convention n'a pu entrer en vigueur puisque des conditions cumulatives, notamment la signature d'un contrat de vente de brut à l'opérateur chinois et d'une convention portant projets prioritaires à être financés, n'ont pas été remplies. En 2017, la Chine est le 2<sup>ème</sup> fournisseur du Niger à l'origine de 13% de ses importations de biens, juste derrière les Etats-Unis (13,8%).

## SENEGAL

---

### **Mission FMI : la croissance sénégalaise supérieure à 6% en 2018**

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Dakar du 18 au 31 octobre 2018, pour une Consultation au titre de l'Article IV et la 7<sup>ème</sup> revue de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE). La conclusion de ces discussions révèle que la croissance devrait se situer au-dessus de 6% en 2018 pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive, tandis que l'inflation serait inférieure à 1%. Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la mise en œuvre du programme a été globalement satisfaisante, mais la réalisation des objectifs budgétaires pour la fin de l'année nécessitera d'importants efforts suite à la baisse des recettes intérieures. Selon le chef de la mission, le Sénégal connaîtrait un dérapage de 115 Mds FCFA (175 M EUR) sur l'exécution budgétaire de 2018, imposant un ajustement équivalent d'ici fin décembre. La 7<sup>ème</sup> revue du programme ISPE devrait être examinée par le conseil d'administration du fonds en janvier 2019.

## ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS

---

## COTE D'IVOIRE

---

### **La banque ivoirienne NSIA et Orange en partenariat pour lancer une banque digitale**

Les deux groupes sont parvenus à un accord pour la création d'une co-entreprise qui sera détenue à hauteur de 75% par Orange (1<sup>er</sup> opérateur de téléphone mobile avec 43% de part de marché) et à 25% par NSIA (7<sup>ème</sup> banque ivoirienne avec une part de marché de 8,7% en termes d'actifs). Le partenariat devrait s'appuyer sur les actifs de NSIA en Côte d'Ivoire et au Sénégal, actifs acquis à travers le rachat par NSIA de 97,07% du capital de la banque nigériane DIAMOND Bank en novembre 2017. La demande d'approbation de la Banque centrale (BCEAO) a été introduite. Pour mémoire, le groupe Orange a lancé depuis fin 2017, en Europe, Orange Bank, une banque 100% numérique. Il domine le marché du mobile banking en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire où sa filiale compte plus de 6 millions d'abonnés pour son service de mobile money.

### **Signature d'un accord de coopération avec la Corée du Sud dans le domaine de l'hydraulique**

Un accord de coopération de plus de 5 Mds FCFA (7,2 M EUR) a été signé entre l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le ministre ivoirien de l'Hydraulique, Laurent Tchagba. Ce financement a pour objectif de connecter 10 000 ménages à l'eau potable dans le district d'Abidjan, particulièrement à Koumassi.

## GAMBIE

---

### **Signature d'un mémorandum entre l'AFD et le ministre gambien des Finances et des affaires économiques**

Au cours de son déplacement à Banjul, le 5 novembre, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, le directeur général de l'AFD et le ministre des Finances de Gambie ont signé un mémorandum d'accord, qui comprend un don de 5 M EUR destiné au secteur de l'agriculture et un don de 20 M EUR au secteur de l'eau. Ces dons viennent s'ajouter à l'aide

budgétaire de 5 M EUR accordée par le Trésor français en octobre, en vue d'atteindre les 50 M EUR d'aide annoncés par la France lors de la Conférence des bailleurs de fonds à Bruxelles en mai 2018.

## **NIGER**

---

### **Accord-cadre avec la BIRD pour le financement d'un projet d'électrification rurale**

Le conseil des ministres du 3 novembre a validé la ratification d'un accord-cadre de 30 M USD entre la République du Niger et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement d'un projet d'électrification rurale par voie solaire décentralisée. Il vise notamment l'installation de 3 centrales solaires (d'une capacité totale de 9,3 MWc), d'un réseau de distribution d'environ 144 kilomètres de lignes moyenne tension et 122 kilomètres de lignes basse tension, de transformateurs de distribution d'une capacité totale de 8 MVA et d'une connexion client à l'aide de compteurs prépayés.

### **Niamey va se doter d'une centrale électrique solaire financée par l'AFD et l'UE**

L'Agence française de développement (AFD) a annoncé le 1<sup>er</sup> novembre 2018 la future construction d'une centrale solaire d'une puissance de 20 MW extensible à 30 MW à 20 km de Niamey. L'AFD et l'Union européenne financeront ce projet à hauteur de 18,7 Mds FCFA (28,5 M EUR). L'entreprise qui sera en charge de la construction de la centrale n'a pas encore été choisie. La mise en service est prévue pour 2021. Ce sont ainsi deux centrales solaires qui doivent voir le jour au Niger, la 2<sup>de</sup> étant celle d'Agadez, une centrale hybride (thermique-photovoltaïque) qui coûtera 32 M EUR et dont le financement sera également assuré par l'AFD et l'Union européenne. Les 21 MW produits par cette dernière devraient alors être suffisants pour une consommation aujourd'hui estimée à 8 MW.

### **Le gouvernement nigérien octroie 4 blocs d'exploration pétrolière à Oranto**

Le ministère burkinabè du Pétrole a octroyé quatre blocs d'exploration situés dans les bassins du Ténéré et de l'Agadem, à la société nigérienne d'exploration *Oranto Petroleum*. Des relevés techniques permettant d'évaluer le potentiel du site seront partagés avec le Niger par la firme nigérienne qui prendra des parts sur les périmètres pour envisager de les développer.

### **Un hôtel présidentiel Radisson Blu à Niamey prévu en 2019**

Le groupe hôtelier américain Radisson a annoncé, le 6 novembre 2018, la construction de son 1<sup>er</sup> projet à Niamey. Prévu pour ouvrir en 2019, le Radisson Blu Niamey est situé au centre-ville de la capitale, à 8 km de l'aéroport, non loin du palais présidentiel et de l'hôtel de ville. D'un coût global de 50 M EUR, l'hôtel, dont les travaux sont financés et réalisés par la société turque Summa, sera inauguré fin mai 2019 pour accueillir des délégations du sommet de l'Union africaine que le Niger abritera en juin 2019. Ce complexe 5 étoiles sur 17 niveaux, s'étendra sur 21 000 m<sup>2</sup>, pour une capacité de 190 chambres. Le groupe qui compte 90 hôtels et plus de 18 000 chambres en opération et en développement dans 31 pays en Afrique, ambitionne d'atteindre 130 hôtels et plus de 23 000 chambres sur le continent d'ici 2022.

## **SENEGAL**

---

### **Le PAM annonce sa stratégie-pays 2019-2023 estimée à 74,8 M USD**

La Direction générale de la planification et des politiques économiques (DGPPE) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont partagé le vendredi 2 novembre, la stratégie-pays « PAM Sénégal 2019-2023 » pour un budget estimé à 74,8 M USD. Le nouveau plan stratégique sera principalement axé sur la mise en place de filets de sécurité durables et des programmes de protection sociale visant à traiter l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la dégradation des ressources, l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et le développement de l'éducation grâce aux repas scolaires. Malgré la réduction de 50% de la faim depuis 2017, le Sénégal se classe en 2017 au 67<sup>ème</sup> rang sur 119 pays selon l'indice de la faim dans le monde. Ce programme s'inscrit dans l'objectif de lutte contre la malnutrition dans le pays, à l'horizon 2030.

### **Les Etats-Unis accordent 550 M USD dans le cadre du MCC**

L'Etat sénégalais va bénéficier d'un appui sous forme de dons de la part des Etats-Unis d'une valeur de 550 M USD, dans le cadre du second programme du Millenium challenge corporation (MCC)

dont l'accord a été finalisé au terme de négociations en septembre. Il sera ainsi articulé autour de trois projets : modernisation et renforcement du réseau de transport de la Senelec (société nationale d'électricité), amélioration de l'accès à l'électricité en zones rurales et amélioration du cadre légal et du renforcement de capacités des acteurs.

## TOGO

---

### Un laboratoire pour la certification qualité des produits agricoles en passe d'être fonctionnel

Le Président de la CCIT (Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo) a annoncé la prochaine opérationnalisation d'un laboratoire de certification qualité pour les exportations de produits agricoles togolais. L'objectif est de rendre compétitif le label « Made in Togo » sur le marché régional voire international. Cette nouvelle initiative s'inscrit en cohérence avec celle déjà en cours dans le domaine agricole, à savoir la récente création d'un fonds d'assurance agricole MIFA qui a permis de débloquer depuis juillet 2018 500 M FCFA de lignes de crédits à taux réduits (5 à 7%) au profit des producteurs, en vue d'accroître la dynamique du secteur.

#### Copyright

*Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)).*

#### Clause de non-responsabilité

*Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*



#### Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

#### Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin*</b>	<b>BF*</b>	<b>CV*</b>	<b>RCI**</b>	<b>Gambie*</b>	<b>Guinée**</b>	<b>GB**</b>	<b>Mali*</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger**</b>	<b>Sénégal**</b>	<b>Togo**</b>	<b>UEMOA*</b>	<b>ASS*</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>2</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>3</sup></i> <i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>4</sup></i> <i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>5</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>6</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>7</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>2</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>3</sup> Trade Map - 2016

<sup>4</sup> Trade Map - 2016

<sup>5</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>6</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>7</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque